

ASTERIX - OBLIX - IDEFIX / © 2019 LES ÉDITIONS ALBERT RENÉ



**EXCLUSIF
LA PREMIÈRE
PAGE DU
PROCHAIN
ALBUM D'ASTÉRIX**

Page 34

**Huawei: notre
reportage au cœur
de l'empire**

Pages 24-25



**La saison du PSG
racontée comme
une série télé**

Page 30

ANTHONY DIBON/ICON SPORT

Le Journal du Dimanche



Ce que veulent les Français, ce qu'il peut faire

> SUSPENSE

Après le grand débat, le chef de l'État dévoilera ses choix en début de semaine

> COULISSES

Fiscalité, santé, référendum: les mesures à l'étude

> SONDAGE

Les baisses d'impôt et la lutte contre les déserts médicaux sont plébiscitées

> OPPOSANTS

Les critiques de Baroin, l'appel de Hulot et Berger

Pages 2 à 9

Emmanuel Macron. JULIE DOUXE/NEWS PICTURES



Avant les annonces de Macron

Le quinquennat à quitte ou double

Par Nicolas Hulot, Laurent Berger, Christophe Robert, Claire Hédon, Orlane François et Philippe Jahshan*

TRIBUNE

Nous n'avons plus le temps d'attendre. Pour démultiplier nos efforts pour le climat et la biodiversité. Pour donner des perspectives aux plus fragiles et isolés d'entre nous. Pour remettre les salariés de ce pays au cœur de la vie économique. Nous n'avons vraiment plus de temps à perdre, alors, comme beaucoup de Français, nous appelons à un profond sursaut politique pour que ce quinquennat ne soit pas un quinquennat perdu pour la transition écologique et la justice sociale.

Mais force est de constater que les dernières semaines ont fait place à un concert de voix politiques en faveur d'une interprétation très réductrice de l'expression des Français. L'urgence de la baisse des dépenses publiques et des impôts serait la principale leçon à tirer de cinq mois d'occupation des ronds-points, de marches pour le climat sans précédents et de quatre mois de grand débat auquel plus d'un million de citoyens et la société civile se sont prêtés.

Le sujet est épineux alors il ne faut pas entendre ce que nous n'écrivons pas. Payer plus ou moins d'impôts et de taxes n'est pas un petit sujet dans le quotidien de chacun. Mais là où certains veulent voir un ras-le-bol fiscal, nous voyons un ras-le-bol de l'injustice fiscale. La nuance est de taille. Et, disons-le, réduire certaines dépenses ne ferait pas de mal à notre pays. Bien au contraire. Que l'on pense notamment aux 12 milliards d'euros dépensés chaque année en soutien aux énergies fossiles, alors qu'il manque tant de moyens pour isoler les 7 millions de passoires énergétiques, garantir l'accès de tous aux services publics ou dans le lien associatif, facteur de lien social et de vitalité démocratique. Mais dépenser mieux n'est pas un préalable à investir plus. Ces chantiers doivent être menés de front.

Notre désaccord avec le discours ambiant est simple. La rigueur budgétaire portée en totem politique,



Nicolas Hulot et Laurent Berger.
CORENTIN FOHLEN/
DIVERGENCE; LAURENT
CHAMUSSY/SIPA

qui prétend diriger un pays le nez collé au taux de déficit public, n'est pas un projet politique. Un pays ne se rassemble pas autour d'enjeux comptables quand ils se traduisent par des coupes aveugles dans les APL ou les emplois aidés. Dans notre vie, nous ne nous réveillons pas en nous demandant quel service public nous souhaitons ratiboiser,

« La rigueur budgétaire portée en totem n'est pas un projet politique »

alors que tant de services essentiels sont sous-financés, comme la petite enfance, le logement social ou les hôpitaux, ce qui empêche l'accès de tous aux droits de tous. Il n'est plus possible de décider des politiques publiques sans en évaluer l'impact sur les 10 % les plus pauvres de nos concitoyens ou au regard des objectifs de développement durable.

Notre pays va mal par manque de dessein collectif, de sens et parce que beaucoup se voient nier le droit de jouer un rôle dans la cité, parce qu'ils ne vivent pas au bon endroit, parce qu'ils ne trouvent pas de travail, parce qu'ils n'ont pas fait les bonnes études, parce qu'ils ne portent pas le bon nom ou parce que la vie n'a pas été tendre avec eux. C'est cela qui forme le terreau de la division et l'objet de notre mobilisation.

La rigueur budgétaire n'est pas non plus un projet économique, sauf à considérer comme un médecin de Molière que, quel que soit le mal, seule compterait la saignée. L'urgence aujourd'hui est d'investir dans la transition écologique, solidaire et territoriale. Dans les transports collectifs ou individuels moins polluants, dans une rénovation massive de logements au chauffage si coûteux pour le porte-monnaie et la planète, dans l'accompagnement des travailleurs dans leurs parcours professionnels et leur protection sociale, dans la conversion de nos industries et de notre tissu économique, ou dans la transformation agricole des

territoires. Ici se rejoignent l'exigence environnementale exprimée magnifiquement par la jeunesse d'Europe, les aspirations à mieux vivre de nos concitoyens et l'attente des milieux économiques pour qui l'investissement public, la fiscalité écologique et les normes ne sont pas des gros mots mais des moyens de concilier virage écologique et prévisibilité économique. Regardons autour de nous. Les principaux pays asiatiques n'hésitent pas à investir massivement dans les technologies vertes. Notre attentisme est une aubaine pour eux, retardant ou compromettant ainsi la création de millions d'emplois en Europe.

Écoutez cette mobilisation bienveillante et respectueuse, entendez ses attentes, inspirez-vous de ses propositions. Ne laissez pas cette lame de fond pacifique sans réponse. N'alimentons pas les rancœurs et les déceptions qui font le terreau des adversaires de la République. Rien n'est perdu mais l'essentiel reste à faire. La seule chose que notre pays n'a pas les moyens de se payer, c'est du temps. ●

* Respectivement président d'honneur de la Fondation Nicolas-Hulot, secrétaire général de la CFDT, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, présidente d'ATD-Quart Monde, présidente de la Fage, président du Mouvement associatif. Autres signataires: Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France; Michel Dubromel, président de France nature environnement; Patrick Doutréigne, président de l'Uniojss; Laurent Escure, secrétaire général de l'Unsa-éducation; Jean-Michel Ducomte, président de la Ligue de l'enseignement; Jean-Baptiste de Foucauld, coordinateur du Pacte civique; Bernard Chevassus-au-Louis, président de Humanité et biodiversité; Morgane Créach, directrice générale du Réseau action climat; Pierre Segura, président de la Fédération nationale des Francas; Pierre Henry, Directeur général de France terre d'asile.

Apathie syndicale face à la réforme de la fonction publique

DISSONANCE Pourtant sensible, le projet d'Olivier Dussopt déclenche l'hostilité des centrales, moins celle des agents

Voilà un texte qui poursuit son bonhomme de chemin sans trop de cailloux sur sa route. Et pourtant, il concerne un symbole fort de la République: la fonction publique. Le projet de loi du secrétaire d'État Olivier Dussopt, qui doit être adopté avant l'été, n'est certes pas le grand chamboule-tout attendu. Mais il enfonce quand même un clou dans le statut des 5,5 millions d'agents en élargissant le recours aux contractuels - 1 million à l'heure actuelle - et en renforçant la mobilité dans la

perspective de 120 000 suppressions de postes. En face, les syndicats restent étonnamment apathiques. Pour plusieurs raisons.

D'abord, ils ont adopté des stratégies différentes. La CFDT a proposé des amendements lors de la concertation et dans les différentes instances de consultation, la CGT les a boycottées. Une journée de grève unitaire est organisée le 9 mai, la première depuis celle du 22 mai 2018. Mais la CFDT ne s'y est associée que du bout des lèvres. La date choisie par la CGT, au lendemain du pont du 8 mai, a fait grincer bien des dents. « Ça renforce les clichés sur les fonctionnaires qui, quand ils ne sont pas en vacances, sont en grève », peste un

syndicaliste. Ce choix répond en fait à des considérations internes. Première centrale du secteur, la CGT a besoin de prouver sa force de frappe, à quelques jours d'un congrès délicat qui débute le 13 mai. « On est pris en otages », dénonce un autre.

Des militants frileux

À cette unité de façade s'ajoutent des militants plus frileux. « La peur des débordements freine l'envie de manifester et d'exprimer ses désaccords », relève Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT fonctions publiques. « On en est à quatre mouvements depuis l'élection de Macron et à chaque fois il y a moins de monde », raille un membre de l'exécutif.

Chargé de la réforme, Olivier Dussopt a depuis un an multiplié les réunions et les déplacements. « Il fait un boulot de dingue », souffle un négociateur. Les syndicats, vent debout contre la remise à plat des commissions administratives paritaires, peinent à convaincre des agents plus soucieux de leur future carrière que de défendre le dialogue social de demain. « Ils concentrent de nombreuses critiques sur leur bureaucratisation, leur inefficacité », observe Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS-Cevipof. *Le dialogue social s'est encore plus effondré ici que dans le privé.* Et tant pis si cette coupure fait les affaires du gouvernement... ● **E.S.**

économiques - ou qu'il y renonce, il n'a que des coups à prendre.

Êtes-vous favorable à la privatisation d'ADP (ex-Aéroports de Paris), qui soulève une large opposition, y compris à droite ?

Je comprends les oppositions sur la forme, car là encore il y a eu un problème de méthode. Mais la privatisation n'est pas une affaire d'idéologie - depuis les années 1980, c'est la gauche qui a le plus privatisé. La privatisation est un outil, comme la nationalisation peut l'être à certains moments. Dans le cas d'ADP, j'y suis favorable si l'argent dégagé sert à financer la modernisation de notre économie, comme ça semble être le projet. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR HERVÉ GATTEGNO ET ARTHUR NAZARET

la construction d'un groupe scolaire. Les dotations de péréquation versées par les communes favorisées ont permis de boucher le trou. « Mais leur raison d'être est de combler les écarts de richesse, pas de compenser les baisses des aides de l'État », pointe le maire.

Un dévoiement que le gouvernement étudiera peut-être à l'automne en s'attaquant au dossier miné de la fiscalité locale. En attendant, Gilles Poux effectuera un tour de France en juin pour promouvoir son plan. Avant de revenir à la bataille des municipales. Une dernière fois, puis il raccrochera. ●

EMMANUELLE SOUFFI